

Ministère des Communications et de l'Infrastructure

Collation des brevets, diplômes, certificats et licences dans la marine marchande, la pêche maritime et la navigation de plaisance. Dates des examens, p. 17835.

Ministerie van Verkeer en Infrastructuur

Toekenning van de brevetten, diploma's, certificaten en vergunningen in de koopvaardij, de zeevisserij en de pleziervaart. Data der examens, bl. 17835.

Finanzministerium

Mehrwertsteuer-, Einregistrierungs- und Domänenverwaltung (Veräußerung von öffentlichen Liegenschaften). Veröffentlichungen erfolgt in Ausführung des Gesetzes vom 31. Mai 1923, S. 17836.

Ministère des Finances

Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines. Aliénation d'immeubles domaniaux. Publications faites en exécution de la loi du 31 mai 1923, p. 17836.

Ministerie van Financiën

Administratie van de BTW, registratie en domeinen. Vervreemding van onroerende domeingooderen. Bekendmakingen gedaan ter uitvoering van de wet van 31 mei 1923, bl. 17836.

Ministère des Affaires économiques

(IBN/BNT) Groupe des Normes de Télécommunication de l'Institut Belge de Normalisation. Enquêtes publiques, p. 17837.

Ministerie van Economische Zaken

(BIN/BTN) Belgische groep voor Telecommunicatie Normen van het Belgisch Instituut voor Normalisatie. Publikaties ter kritiek, bl. 17837.

LOIS, DÉCRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

**MINISTÈRE DE L'EMPLOI
ET DU TRAVAIL**

F. 93 — 1868

23 JUILLET 1993. — Loi portant des mesures de promotion de l'emploi des jeunes dans le cadre du plan d'embauche des jeunes (1)

BAUDOUIIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi s'applique aux employeurs soumis à la loi du 27 juin 1969 revisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs.

Art. 2. § 1^{er}. L'employeur visé à l'article 1^{er} bénéficie, pour l'engagement à temps plein ou à temps partiel, des catégories de jeunes suivantes, d'une exonération totale ou partielle des cotisations patronales de sécurité sociale visées au § 2 à partir du début de l'engagement jusqu'à la fin du douzième trimestre suivant celui pendant lequel cet engagement a pris cours :

— le jeune qui, au moment de l'engagement, n'a pas atteint l'âge de 26 ans et qui, à ce moment, est inscrit depuis six mois au moins comme demandeur d'emploi auprès d'un service régional de l'emploi et perçoit pour cette période des allocations de chômage ou d'attente pour tous les jours de la semaine;

(1) Session ordinaire 1992-1993 :

Sénat :

Documents parlementaires. — Projet de loi + avis du Conseil d'Etat, n° 814/1. — Rapport Commission Affaires sociales + texte adopté par la Commission, n° 814/2. — Amendement n° 814/3.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 13 juillet 1993.

Chambre des représentants :

Documents parlementaires. — Projet transmis par le Sénat. n° 1116/1. — Amendements, n° 1116/2 et 3. — Rapport Commission Affaires sociales, n° 1116/4. — Amendements, n° 1116/5.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 19 juillet 1993.

**MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING
EN ARBEID**

N. 93 — 1868

23 JULI 1993. — Wet houdende maatregelen ter bevordering van de tewerkstelling van jongeren in het raam van het jongerenbanenplan (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet is van toepassing op de werkgevers op wie de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders toepasselijk is.

Art. 2. § 1. De werkgever bedoeld in artikel 1 wordt voor de indienstneming, voltijds of deeltijds, van de volgende categorieën jongeren, geheel of gedeeltelijk vrijgesteld van de werkgeversbijdragen voor de sociale zekerheid bedoeld in § 2 en dit vanaf de indienstneming tot het einde van het twaalfde kwartaal volgend op dat waarin de indienstneming heeft plaatsgehad :

— de jongere die op het ogenblik van de indienstneming de leeftijd van 26 jaar niet heeft bereikt, die op dat ogenblik sedert ten minste zes maanden als werkzoekende is ingeschreven bij een gewestelijke dienst voor arbeidsbemiddeling en die voor die periode werkloosheids- of wachtuitkeringen voor alle dagen van de week geniet;

(1) Gewone zitting 1992-1993 :

Senaat :

Parlementaire stukken. — Ontwerp van wet + advies van de Raad van State, nr. 814/1. — Verslag Commissie sociale aangelegenheden + tekst aangenomen door de Commissie, nr. 814/2. — Amendement nr. 814/3.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 13 juli 1993.

Kamer van volkvertegenwoordigers :

Parlementaire stukken. — Ontwerp overgezonden door de Senaat, nr. 1116/1. — Amendementen, nrs. 1116/2 en 3. — Verslag Commissie sociale zaken, nr. 1116/4. — Amendementen, nr. 1116/5.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 19 juli 1993.

— le jeune engagé dans le cadre de l'arrêté royal n° 495 du 31 décembre 1986 instaurant un système associant le travail et la formation pour les jeunes de 18 à 25 ans et portant diminution temporaire des cotisations patronales de sécurité sociale dans le chef de ces jeunes.

Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, exclure les catégories des jeunes qu'il détermine du champ d'application de l'alinéa précédent. Il peut assimiler certaines catégories de jeunes demandeurs d'emploi aux jeunes demandeurs d'emploi visés à l'alinéa précédent.

§ 2. Les cotisations patronales de sécurité sociale visées au § 1^{er} sont les cotisations fixées par l'article 38, § 3, 1^o à 7^o et 9^o, et § 3bis de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés.

Le Roi fixe quelles cotisations sont visées pour l'application du présent article au secteur public.

§ 3. Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, l'importance de l'exonération par trimestre prévue par cet article. Cette exonération est réduite de manière dégressive.

Art. 3. Le Roi peut également, avant le 31 décembre 1993, par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, accorder l'exonération des cotisations patronales de sécurité sociale visée à l'article 2, § 2, pour l'engagement de demandeurs d'emploi particulièrement difficiles à placer. Il détermine notamment la durée de l'exonération et les modalités d'exécution.

Par demandeurs d'emploi particulièrement difficiles à placer, il faut entendre les demandeurs d'emploi qui, au moment de leur engagement, étaient inscrits depuis au moins douze mois comme demandeurs d'emploi auprès d'un office régional de l'emploi et qui n'ont pas obtenu un diplôme de l'enseignement secondaire supérieur et qui, au cours des douze derniers mois, n'ont pas bénéficié d'un enseignement de plein exercice ni travaillé plus de 150 heures comme salarié ou indépendant.

L'exonération visée à l'alinéa 1^{er} n'est accordée que pour les demandeurs d'emploi qui sont occupés dans le cadre d'un projet d'économie sociale ou dans un atelier social reconnu et subsidié par l'autorité régionale ou communautaire.

Le Roi détermine par un arrêté délibéré en Conseil des ministres les conditions auxquelles ces projets doivent satisfaire pour pouvoir bénéficier de l'exonération visée à l'alinéa 1^{er}.

Art. 4. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 23, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi précitée du 27 juin 1969, l'employeur est, en tout ou en partie, dispensé du versement à l'institution chargée de la perception et du recouvrement des cotisations de sécurité sociale, des cotisations du travailleur visées au § 2 qui sont retenues sur la rémunération des catégories de jeunes suivantes, engagées dans le cadre de la présente loi :

— le jeune qui, au moment de l'engagement, n'a pas atteint l'âge de 26 ans et qui, à ce moment, est inscrit depuis neuf mois au moins comme demandeur d'emploi auprès d'un service régional de l'emploi et perçoit pour cette période des allocations de chômage ou d'attente pour tous les jours de la semaine;

— le jeune qui est engagé dans le cadre de l'arrêté royal n° 495 précité du 31 décembre 1986.

L'alinéa précédent s'applique aux cotisations du travailleur pour la sécurité sociale à partir du début de l'engagement du jeune jusqu'à la fin du quatrième trimestre suivant celui pendant lequel l'engagement a eu lieu.

Le Roi peut par arrêté délibéré en Conseil des ministres exclure de l'application de l'alinéa 1^{er} du présent paragraphe les catégories de jeunes qu'il détermine. Il peut assimiler certaines catégories de jeunes demandeurs d'emploi aux demandeurs d'emploi visés à l'alinéa 1^{er}.

§ 2. Les cotisations du travailleur pour la sécurité sociale visées au § 1^{er} sont les cotisations fixées à l'article 38, § 2, de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés.

Le Roi détermine quelles cotisations sont visées pour l'application de cet article dans le secteur public.

§ 3. Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, l'importance de la dispense visée à cet article.

Art. 5. § 1^{er}. Sont exclus de l'application de la présente loi, les employeurs qui, à l'expiration du trimestre pour lequel ils en invoquent l'application, sont débiteurs envers les institutions chargées de la perception et du recouvrement des cotisations de sécurité sociale.

— de jongere in dienst genomen in het raam van het koninklijk besluit nr. 495 van 31 december 1986 tot invoering van een stelsel van alternerende tewerkstelling en opleiding voor de jongeren tussen 18 en 25 jaar en tot tijdelijke vermindering van de sociale-zekerheidsbijdragen van de werkgever verschuldigd voor deze jongeren.

De Koning kan, bij een in Ministerraad overlegd besluit, de categorieën jongeren die Hij bepaalt uitsluiten van de toepassing van het voorgaande lid. Hij kan bepaalde categorieën werkzoekende jongeren gelijkstellen met de werkzoekende jongeren bedoeld in het voorgaande lid.

§ 2. De werkgeversbijdragen voor de sociale zekerheid bedoeld in § 1 omvatten de bijdragen vastgesteld in artikel 38, § 3, 1^o tot 7^o en 9^o, en § 3bis van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers.

De Koning bepaalt welke bijdragen bedoeld worden voor de toepassing van dit artikel op de openbare sector.

§ 3. De Koning bepaalt, bij een in Ministerraad overlegd besluit, de hoogte van de vrijstelling per kwartaal bedoeld in dit artikel. Deze vrijstelling vermindert op een degressieve wijze.

Art. 3. De Koning kan vóór 31 december 1993, bij een in Ministerraad overlegd besluit, eveneens de vrijstelling van werkgeversbijdragen voor de sociale zekerheid zoals bedoeld in artikel 2, § 2, verlenen voor de indienstneming van bijzonder moeilijk te plaatsen werkzoekenden. Hij bepaalt inzonderheid de duur van de vrijstelling en de nadere regelen voor de uitvoering.

Onder bijzonder moeilijk te plaatsen werkzoekenden worden verstaan de werkzoekenden die op het ogenblik van hun indienstneming minstens twaalf maanden ingeschreven zijn als werkzoekende bij een gewestelijke dienst voor arbeidsbemiddeling, die geen diploma van hoger secundair onderwijs hebben behaald en die gedurende de laatste twaalf maanden geen onderwijs met volledig leerplan genoten hebben, noch meer dan 150 uren hebben gewerkt als werknemer of zelfstandige.

De vrijstelling bedoeld in het eerste lid wordt alleen toegekend voor de moeilijk te plaatsen werkzoekenden die tewerkgesteld worden in een project van sociale economie of in een sociale werkplaats door de overheid van het Gewest of de Gemeenschap erkend en gesubsidieerd.

De Koning bepaalt, bij een in Ministerraad overlegd besluit, de voorwaarden waaraan deze projecten moeten voldoen om de in het eerste lid bedoelde vrijstelling te kunnen genieten.

Art. 4. § 1. In afwijking van artikel 23, § 1, tweede lid, van de voornoemde wet van 27 juni 1969 wordt de werkgever geheel of gedeeltelijk vrijgesteld van het overmaken aan de instelling belast met de inning en de invordering van sociale-zekerheidsbijdragen, van de werknemersbijdragen bedoeld in § 2 die ingehouden worden op het loon van de volgende categorieën van jongeren die in dienst worden genomen in het kader van deze wet :

— de jongere die op het ogenblik van de indienstneming de leeftijd van 26 jaar niet heeft bereikt, die op dat ogenblik sedert ten minste negen maanden als werkzoekende is ingeschreven bij een gewestelijke dienst voor arbeidsbemiddeling en die voor die periode werkloosheids- of wachtuitkeringen voor alle dagen van de week geniet;

— de jongere in dienst genomen in het raam van het voornoemd koninklijk besluit nr. 495 van 31 december 1986.

Het voorgaande lid is van toepassing op de werknemersbijdragen voor de sociale zekerheid vanaf het begin van de indienstneming van de jongere tot het einde van het vierde kwartaal volgend op dat waarin de indienstneming heeft plaatsgevonden.

De Koning kan, bij een in Ministerraad overlegd besluit, de categorieën jongeren die Hij bepaalt uitsluiten van de toepassing van het eerste lid van deze paragraaf. Hij kan bepaalde categorieën werkzoekende jongeren gelijkstellen met de werkzoekende jongeren bedoeld in het eerste lid.

§ 2. De werknemersbijdragen voor de sociale zekerheid bedoeld in § 1 omvatten de bijdragen vastgesteld in artikel 38, § 2, van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers.

De Koning bepaalt welke bijdragen bedoeld worden voor de toepassing van dit artikel op de openbare sector.

§ 3. De Koning bepaalt, bij een in Ministerraad overlegd besluit, de omvang van de vrijstelling bedoeld in dit artikel.

Art. 5. § 1. Van de toepassing van deze wet zijn uitgesloten de werkgevers die bij het verstrijken van het kwartaal waarvoor zij de toepassing ervan inroepen, schuldenaar zijn van de instellingen belast met de inning en de invordering van de sociale-zekerheidsbijdragen.

Cependant s'il s'agit d'employeurs qui ont obtenu pour l'apurement de leur dette des délais de paiement qu'ils ont respectés strictement, des dérogations peuvent être accordées par le comité de gestion des institutions chargées de la perception et du recouvrement des cotisations de sécurité sociale.

§ 2. Sont également exclus du bénéfice de la présente loi, les employeurs dont il est établi qu'ils ne satisfont pas aux obligations prévues par l'arrêté royal n° 230 du 21 décembre 1983 relatif au stage et à l'insertion professionnelle des jeunes.

Art. 6. § 1^{er}. Pour bénéficier des avantages prévus par la présente loi, l'employeur doit préciser, dans la déclaration trimestrielle à l'institution chargée de la perception et du recouvrement des cotisations de sécurité sociale, l'identité exacte du travailleur pour lequel il réduit les cotisations patronales et prouver que ce travailleur remplit les conditions requises pour l'application des dispositions de la présente loi.

§ 2. Le Roi détermine selon quelles modalités l'on peut bénéficier des avantages de la présente loi.

Art. 7. § 1^{er}. Les employeurs qui bénéficient des dispositions de la présente loi ne peuvent bénéficier pour ce même travailleur :

a) des dispositions de l'article 35 de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés;

b) des dispositions de l'arrêté royal du 21 janvier 1987 portant des nouvelles mesures en vue de promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand, et de la section 5, du chapitre II, de l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand;

c) des dispositions de l'arrêté royal n° 483 du 22 décembre 1986 portant réduction des cotisations patronales de sécurité sociale pour l'engagement de travailleurs domestiques;

d) des dispositions du chapitre II du titre III de la loi-programme du 30 décembre 1988;

e) des dispositions du chapitre VII du titre III de la loi-programme du 30 décembre 1988;

f) des dispositions de l'arrêté royal n° 495 précité du 31 décembre 1986;

g) des dispositions de l'arrêté royal n° 499 du 31 décembre 1986 portant réglementation de la sécurité sociale de certains jeunes défavorisés.

§ 2. Les avantages de la présente loi ne sont pas d'application aux stagiaires engagés en vertu de l'arrêté royal n° 230 du 21 décembre 1983 relatif au stage et à l'insertion professionnelle des jeunes.

§ 3. Les avantages de la présente loi ne sont pas d'application aux travailleurs occupés dans un programme de remise au travail visé à l'article 6, § 1^{er}, IX, 2^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Art. 8. La présente loi s'applique aux engagements ayant lieu entre le 1^{er} août 1993 et le 31 décembre 1994.

Pour les engagements réalisés dans la période du 1^{er} août 1993 au 30 septembre 1993 inclus, les avantages de la présente loi sont d'application à partir du 1^{er} octobre 1993.

Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, prolonger une fois, de dix-huit mois tout au plus, la période visée à l'alinéa 1^{er}.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Motril, le 23 juillet 1993.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,

Mme M. SMET

Le Ministre des Affaires sociales,

B. ANSELME

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

M. WATHELET

Indien de betrokken werkgevers voor de aanzuivering van hun schuld evenwel uitstel van betaling hebben gekregen en de termijnen strikt hebben nageleefd, kan het beheerscomité van de instellingen belast met de inning en de invordering van de sociale-zekerheidsbijdragen, afwijkingen toekennen.

§ 2. Van het voordeel van deze wet worden ook uitgesloten, de werkgevers van wie is vastgesteld dat zij de verplichtingen voorgeschreven bij het koninklijk besluit nr. 230 van 21 december 1983 betreffende de stage en de inschakeling van de jongeren in het arbeidsproces niet nakomen.

Art. 6. § 1. Om de voordelen van deze wet te genieten, moet de werkgever in zijn driemaandelijkse aangifte aan de instelling belast met de inning en de invordering van de sociale-zekerheidsbijdragen, de juiste identiteit vermelden van de werknemer voor wie hij de werkgeversbijdragen vermindert en bewijzen dat de werknemer voldoet aan de voorwaarden die zijn gesteld voor de toepassing van de bepalingen van deze wet.

§ 2. De Koning bepaalt de nadere regelen waaraan moet worden voldaan om de voordelen van deze wet te kunnen genieten.

Art. 7. § 1^{er}. De werkgevers die de voordelen van de bepalingen van deze wet genieten, kunnen voor diezelfde werknemer niet het voordeel genieten :

a) van de bepalingen van artikel 35 van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers;

b) van de bepalingen van het koninklijk besluit van 21 januari 1987 houdende nieuwe maatregelen tot bevordering van de tewerkstelling in de non-profitsector, en van afdeling 5 van hoofdstuk II van het koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 tot opzetting van een programma ter bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector;

c) van de bepalingen van het koninklijk besluit nr. 483 van 22 december 1986 tot vermindering van de sociale-zekerheidsbijdragen van de werkgevers bij de indienstneming van dienstboden;

d) van de bepalingen van hoofdstuk II van titel III van de programmawet van 30 december 1988;

e) van de bepalingen van hoofdstuk VII van titel III van de programmawet van 30 december 1988;

f) van de bepalingen van het voornoemd koninklijk besluit nr. 495 van 31 december 1986;

g) van de bepalingen van het koninklijk besluit nr. 499 van 31 december 1986 tot regeling van de sociale zekerheid van sommige kansarme jongeren.

§ 2. De voordelen van deze wet zijn niet van toepassing op de stagiairs aangenomen met toepassing van het koninklijk besluit nr. 230 van 21 december 1983 betreffende de stage en de inschakeling van de jongeren in het arbeidsproces.

§ 3. De voordelen van deze wet zijn niet van toepassing op de werknemers tewerkgesteld in een programma voor wedertewerkstelling, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, IX, 2^o, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Art. 8. Deze wet is van toepassing op de indienstnemingen die tussen 1 augustus 1993 en 31 december 1994 worden gedaan.

Voor de indienstnemingen die in de periode van 1 augustus 1993 tot en met 30 september 1993 worden gedaan, gaan de voordelen van deze wet in op 1 oktober 1993.

De Koning kan, bij een in Ministerraad overlegd besluit, de termijn bedoeld in het eerste lid eenmaal verlengen met ten hoogste achttien maanden.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Motril, 23 juli 1993.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Mevr. M. SMET

De Minister van Sociale Zaken,

B. ANSELME

Met 's Lands zegel gezegd :

De Minister van Justitie,

M. WATHELET